



Enquête de population sur le risque inondation dans le Gard et les communes héraultaises du Vidourle

Synthèse de l'enquête - Décembre 2020

Version finale



Sandrine BERNARD
Chef de groupe
+33 4 37 43 30 13
sandrine.bernard@enov.fr

Lyon (siège)
256, rue Francis de Pressensé
69100 VILLEURBANNE

Paris
5, rue des colonnes
75002 PARIS



Cabinet d'études marketing & innovation

Enquête de population sur le risque inondation

Des enquêtes sur la sensibilisation et la culture du risque inondation ont été réalisées en 2005, 2009 et 2013 par le Département du Gard, en partenariat avec l'EPTB du Vidourle, auprès de la population gardoise et héraultaise du bassin versant du Vidourle. En 2020, un nouveau sondage a été réalisé dans les mêmes conditions, mais en intégrant de nouvelles questions pour prendre en compte les nouvelles actions conduites dans le Gard : informations sur le risque inondation en temps de crues et en dehors des périodes de crise, notoriété des sites Internet dédiés au risque inondation, sensibilisation sur le risque inondation dans les établissements scolaires, représentation des repères de crues et connaissance des dispositifs ALABRI.



I. Perception du risque inondation

Comme en 2013, une diminution du sentiment du risque inondation, sans doute due à l'absence de crues majeures telles qu'en 1988 et 2002

46% des personnes interrogées estiment que le risque inondation est important dans leur commune. Comme les autres années, cette perception est étroitement liée au niveau d'exposition au risque inondation de leur résidence (plus de 60% dans les communes ayant déjà subi des inondations, ou 52% dans les zones inondables PPRI).

Le sentiment d'être exposé à un risque inondation poursuit sa baisse entamée lors de la dernière mesure : -6 pts par rapport à 2013 et -13 pts rapport à 2009, surtout marquée sur les bassins Rhône Ardèche Camargue et Vistre Rhony (respectivement -22 pts et -12 pts). Le risque inondation est cependant perçu plus important qu'en 2013 sur les bassins Gardons (+4 pts) et surtout Hérault Tarn (+26 pts), fortement impactés par les crues de 2020. Le 19 septembre, 600 mm se sont abattus en moins de 6 heures, sur les communes au pied de l'Aigoual, causant 2 victimes et 26 M€ de dégâts.

A noter que seulement un tiers des enquêtés dont l'habitation est située en zone inondable (PPRI ou atlas) en sont conscients.

Par ailleurs, 40% des habitants estiment que le risque inondation dans leur commune est moins important que par le passé, grâce notamment à la réalisation de travaux de protection. Parmi ceux qui pensent que le risque inondation a augmenté (10% des enquêtés), la raison principale en est le changement climatique (59%, +27 pts par rapport à 2013), nettement devant l'urbanisation en zone inondable et le manque d'entretien des cours d'eau. Ils sont aussi moins nombreux à déclarer que leur commune a déjà subi des inondations (62% vs 68% en 2013), y compris dans les communes à haut risque (-7 pts) et en zone inondable PPRI (-12 pts).

Le tendance observée en 2013 semble donc se confirmer : l'absence de crues majeures telles que celles enregistrées en 1988 et 2002 contribue à la diminution du sentiment du risque inondation.



II. Inondations vécues

Des souvenirs du risque inondation qui tendent également à s'effacer

22% des habitants déclarent avoir déjà vécu une inondation, contre 26% en 2013. Cette diminution s'observe davantage sur les communes à risque fort et dans les zones inondables PPRI (-7 pts pour les deux). A l'inverse, la population du bassin versant Hérault Tarn est marquée par le souvenir d'inondations plus récentes. La connaissance de l'inondabilité de son logement reste faible et stable (31%).

Enquête de population sur le risque inondation

III. Information sur le risque inondation



En période de crue, la mairie reste le principal vecteur d'information, les autres outils d'information (sites internet, repères de crue...) restant encore peu connus

Un peu moins d'un tiers des habitants déclarent avoir reçu des informations sur le risque inondation en période de crues, avec un niveau d'information plus élevé dans le bassin versant du Gardons (**43%**). Elles sont, avant tout, relayées **par les mairies** qui restent de très loin le principal vecteur d'information en période de crise (**82%** de ceux ayant reçu une information), les autres canaux ayant un impact plus marginal. Toujours en période de crues, lorsque les habitants effectuent eux-mêmes des recherches d'informations, ils utilisent en premier lieu **la télévision (39%), le site de Météo France (33%), le site internet de leur mairie (28%) et la radio (24%**, surtout France Bleu). **20%** regardent **les réseaux sociaux** (Facebook...), **14%** vont sur **le site du Département** et **11%** sur **le site Vigicrues**.

En dehors des périodes de crues, près des 2/3 des habitants n'effectuent pas de recherche d'informations sur le risque inondation. Ceux qui le font s'orientent avant tout vers **leur mairie (18%), le département du Gard (5%)** ou bien **leur entourage (5%)**. Quand elle est effectuée, la recherche d'information ne pose aucune difficulté : **87%** l'ont jugée **facile à effectuer** et **86%** ont trouvé ce qu'ils cherchaient.

Les sites internet sur le risque inondation sont encore peu connus : le site internet RISQUES est le site bénéficiant de la plus grande notoriété, mais n'est connu que par **29% des habitants** et la notoriété des autres sites internet ne dépasse pas les 13%. A noter que 11% connaissent le site NOE.

Les repères de crues ne sont connus que par **42% des habitants** (dont 12% ne sachant pas exactement où ils se trouvent). Ce chiffre ne dépasse jamais les 50%, quelle que soit la zone étudiée, y compris dans les communes à fort risque (**46%**) et dans les zones inondable PPRI (**39%**). Parmi ceux qui connaissent ces repère de crues, **¼ ne savent pas exactement à quoi ils correspondent**.

La connaissance du Plan Particulier de Mise en Sécurité (PPMS) des écoles a bien progressé (44%, +17 pts) ainsi que **celle du DICRIM** (27%, +21 pts) alors qu'on observe une **diminution importante de celle du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)** (45%, -15 pts). A noter aussi **l'impact des campagnes « Pluie Inondation »** qui obtiennent un bon résultat (22%).

Enfin, **36% des parents savent qu'au moins un de leur enfant a été sensibilisé au risque inondation** (et 30% ne savent pas si cette sensibilisation a eu lieu).

Enquête de population sur le risque inondation

IV. Mesures et précautions en matière de risque inondation



Une progression de la connaissance des mesures et précautions à prendre pour faire face aux inondations mais une stabilité du taux d'équipement du logement contre le risque inondation

56% de la population estime bien connaître les procédures ou précautions à prendre pour faire face aux inondations. Ce résultat continue sa progression (+8 pts par rapport à 2013 et +15 pts par rapport à 2009), qui s'observe fortement chez les personnes ayant reçu des informations sur le risque inondation en période de crise (78%, +18 pts), mais également chez ceux n'en ayant pas reçues (46%, +8 pts). Cette perception progresse également dans les zones d'habitation non inondables (+10 pts). Cela pourrait s'expliquer en partie par l'impact des campagnes « Pluie Inondation : les 8 bons comportements ». En outre, **les consignes sont mieux connues qu'en 2013** dans les bassins Gardons (+16 pts) et Hérault Tarn (+ 22 pts), impactés par les crues de juin et septembre 2020.

Le dispositif ALABRI n'est connu que par 7% des habitants interrogés (12% en zone inondable PPRI). Près de la moitié de ceux qui le connaissent estiment que le programme a été mis en œuvre (en cours ou terminé) sur leur commune. Il semble nécessaire de communiquer davantage sur ce dispositif peu connu du grand public.

Après une augmentation sensible en 2013 (+9 pts), le sentiment que son logement est équipé contre le risque d'inondation reste stable (23%), sur l'ensemble du territoire, quel que soit le niveau d'exposition au risque d'inondation.

Parmi ceux disposant d'équipements de protection de leur logement, **la décision d'habiter au premier étage de son habitation** est la principale mesure prise pour limiter le risque (28%). **La mise hors d'eau des installations électriques (26%) ou de chauffage (21%)** et **l'installation de matériaux résistant à l'eau (22%)** sont en revanche moins fréquentes qu'en 2013 (respectivement -23 pts, -17 pts et -14 pts).

L'absence de risque sur le logement est l'explication la plus fréquemment évoquée pour justifier le fait de ne pas l'avoir équipé : une forte majorité de ceux n'ayant pas installé d'équipements spécifiques estiment que leur lieu de résidence ne risque pas d'être inondé (71%).

Enquête de population sur le risque inondation



Les communes toujours perçues comme le principal acteur pour réduire le risque inondation

La notoriété des mesures de prévention prises dans les communes est en baisse auprès des habitants : **57%** de la population a entendu **parler des mesures d'interdiction de construire en zone inondable** (-7 points par rapport à 2013), **56%** de la **construction de bassins de rétention ou de barrages** (-2 pts), **50%** de **travaux sur les rivières** (-8 pts) et **36%** de la **construction** ou de la **réalisation de travaux sur les digues** (-4 pts).

Comme en 2013, les populations habitant en zone inondable couverte par un PPRI ou dans des communes avec un risque inondation fort connaissent davantage les mesures prises sur leur territoire.

Ces taux de notoriété diffèrent selon les bassins, en fonction des actions réalisées par les EPTB dans les PAPI : travaux sur les rivières sur les Gardons (63%), construction de bassins de rétention (66%) et délocalisation en zone inondable (29%) sur le Vistre Rhony, travaux sur les digues en Rhône Camargue (46%) et Vidourle (40%).

Les communes sont toujours perçues comme le principal acteur pour réduire le risque inondation : la population estime que ce sont elles qui **contribuent le plus à réduire le risque inondation (60%)**. Elles sont suivies par **le Département (36%)**, **la Région (31%)** et **les communautés d'agglomération (30%)**. Peut-être existe-t-il une confusion pour le grand public entre les financeurs (Département et Région) et les maîtres d'ouvrage ?

Bien qu'en baisse par rapport à 2013, **les actions jugées les plus efficaces** pour lutter contre le risque inondation restent **l'interdiction de construire en zone inondable (45%, -14 pts)** et **un meilleur entretien des rivières (34%, -6 pts)**. Suivent, de façon plus minoritaires, les mesures relatives à une meilleure information des citoyens : sur **l'étendue des zones inondables (21%)**, sur **les alertes (21%)** et sur **les bons comportements en cas d'inondation (19%, -14 pts)**. La baisse de cette mesure s'explique par la meilleure connaissance des consignes à tenir en cas d'inondation évoquée précédemment.

Enquête réalisée pour le compte du Département du Gard par le cabinet d'études Enov

Méthodologie :

Enquête réalisée par téléphone, du 2 au 19 décembre 2020, auprès de 1514 habitants de 15 ans et plus résidant dans le département du Gard ou dans l'une des communes du bassin versant du Vidourle situées dans l'Hérault, représentatifs du périmètre par la méthode des quotas en terme de sexe, âge et profession